



## Un attentat terroriste fait 18 morts à Ouagadougou au Burkina Faso

Par [Anthony Torres](#)

Mondialisation.ca, 15 août 2017

[WSWS.org](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Deux assaillants présumés membres d'un groupe islamiste ont fait dix huit morts et sept blessés dans le restaurant Istanbul, fréquenté par des expatriés dans la capitale du Burkina Faso, Ouagadougou. Cet attentat est la conséquence de la guerre menée par l'Otan et ses alliés islamistes en Libye, qui s'est élargie depuis dans le Sahel.

Il y avait au moins sept Burkinabès et huit étrangers parmi les victimes, a annoncé le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Alpha Barry. « Outre les sept Burkinabès, on dénombre un Français, une Canadienne, un Sénégalais, un Nigérian, un Libanais, un Turc et deux Koweïtiennes », a précisé Barry, qui a également fait état de « trois victimes non encore identifiées ».

L'attentat n'a pour l'heure pas été revendiqué mais d'après les médias, le mode opératoire rappelle celui de l'attaque du café Capuccino en janvier 2016, situé à environ 200m du restaurant Istanbul. Cet attentat djihadiste avait fait 29 morts et avait été revendiqué par Al-Qaida au Maghreb islamique.

Un officier de la gendarmerie a indiqué à l'AFP que « selon plusieurs témoins, au moins deux assaillants sont arrivés à moto vers 21h, armés de kalachnikov, et ont ouvert le feu sur le restaurant Istanbul ». Ce restaurant de la capitale, situé sur la grande avenue Kwame Nkrumah est connu pour servir une clientèle majoritairement étrangère.

Les deux membres du commando ont été abattus. « Les deux assaillants étaient jeunes, vêtus de jean et armés de kalachnikovs », a indiqué la gendarmerie. Le capitaine et porte parole de la gendarmerie, Guy-Hervé Yé a expliqué au *Monde* qu'« ils se sont cachés dans l'immeuble [hébergeant le café Istanbul] et comme les forces de l'ordre pensaient qu'ils avaient des otages, cela a fait durer leur intervention, qui s'est terminée vers 4 heures, quand les deux hommes ont été neutralisés à l'arrière du bâtiment »

Le président burkinabé, Roch Marc Christian Kaboré, a « condamné avec la plus grande énergie l'attentat ignoble qui a endeuillé Ouagadougou », assurant que « le Burkina Faso se relèvera de cette épreuve, car son vaillant peuple opposera une résistance sans concession au terrorisme ».

Dans un communiqué, Emmanuel Macron a condamné cette « attaque terroriste ». « Les autorités françaises et burkinabés sont restées en contact étroit dans le courant de la nuit », indique l'Elysée. Le chef de l'Etat s'est entretenu ce lundi matin avec le président burkinabé. Macron a « marqué sa solidarité dans cette nouvelle épreuve traversée par le Burkina Faso

et a réitéré sa détermination à approfondir » la coopération entre les deux pays, écrit la présidence.

Anthony Bellanger, chroniqueur international pour France Inter écrit que l'ancien président burkinabè « Blaise Compaoré avait établi une sorte de pacte de non-agression avec les groupes djihadistes de la région. Ils avaient tables et hôtels ouverts à Ouagadougou et les négociations pour libérer des otages, par exemple, passaient souvent par la Burkina. En échange : pas d'attentats. Pas si secrets que cela, tout le monde le savait dans la région. Mais ... plus de Compaoré, plus de base arrière, plus de suites réservées dans les hôtels de la capitale : les djihadistes ont commencé à frapper le Burkina au cœur. »

Il ajoute : « En janvier 2016, quelques jours après l'installation du nouveau gouvernement, ils ont fait 30 morts au même endroit que l'attaque qui a lieu en ce moment même. Le message était clair à l'époque et l'est encore aujourd'hui, alors que s'est ouvert en avril le procès par contumace de Blaise Compaoré. ».

La « lutte contre le terrorisme » prétendument menée par la France au Mali et dans le Sahel n'est qu'un ramassis de mensonges. Alors que le gouvernement Hollande invoquait des raisons humanitaires pour lancer l'opération Serval, envoyant des milliers de soldats au Mali lutter contre des milices djihadistes qui quittaient la Libye, l'allié de la France, Compaoré et le Burkina Faso servaient de repli pour les milices islamistes sans que le régime Compaoré ne soit inquiété.

La guerre du Mali étaient l'une des retombées sanglantes de la guerre de l'Otan de 2011 contre la Libye. La chute du régime de Kadhafi a ensanglanté toute la région. À partir de janvier 2012, le Mouvement national pour la libération d'Azawad (MNLA), une milice ethnique touareg, a lancé une insurrection contre l'Etat malien et a établi le contrôle sur des sections du nord du Mali. Après un coup d'État en mars 2012 dans la capitale, Bamako, les rebelles ont pu prendre le contrôle des villes de Gao, Tombouctou et Kidal.

À partir de janvier 2013, Paris a répondu avec des vagues répétées de déploiement de troupes, avec le soutien de Washington. L'invasion de 2013, « l'opération Serval », a servi de fer de lance pour une expansion majeure du militarisme français dans ses anciennes colonies en Afrique de l'Ouest. En échange de « l'aide » française pour stabiliser le nord du Mali, Paris a exigé et reçu le droit d'installer ses troupes dans tout le pays. Ces politiques visent à rétablir l'ordre colonial établi par l'impérialisme français à la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

Blaise Compaoré, soutenu par la France depuis des décennies, a dû céder le pouvoir en 2014 à la demande de la France après que des forces d'opposition aient lancé des appels à manifester contre le régime qui ont été suivis par des manifestations de masse et d'émeutes. Les manifestants s'opposaient à la tentative de Compaoré de modifier la Constitution afin d'acquiescer un cinquième mandat. L'opposition fut consternée, toutefois qu'un appel à manifester, destiné renforcer leur influence dans l'*establishment* politique, a déclenché un mouvement plus large. Elle a vite cherché à reprendre le contrôle de la situation en passant un accord avec des éléments du régime Compaoré.

La chute de Compaoré s'étant déroulée alors que l'État islamique s'apprêtait à lancer des attentats à Paris en 2015, les milices islamistes depuis ont perdu le soutien dont ils avaient joui de la part du Burkina Faso. Les attentats menés par les forces islamistes sont les conséquences de ces manœuvres réactionnaires de l'impérialisme français et des régimes néo-coloniaux en Afrique.

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com), [wsws.org](http://wsws.org), 2017

---

Articles Par : [Anthony Torres](http://AnthonyTorres.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)